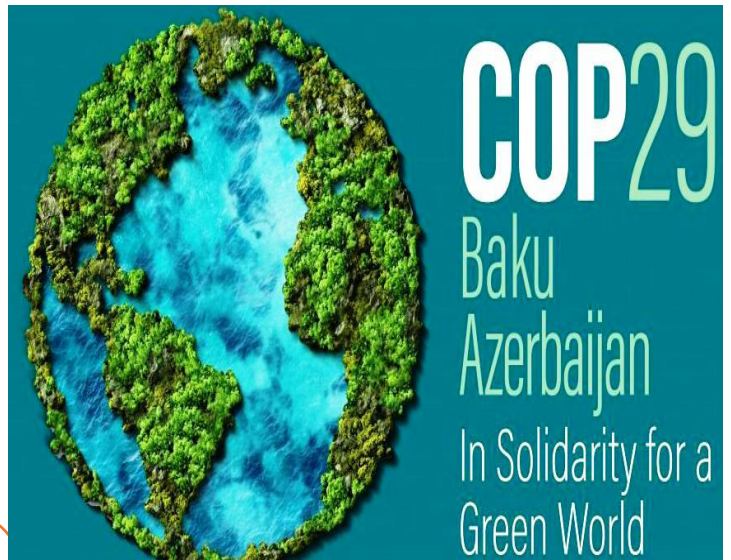


A la une



COP29 Ends with Agreements on Climate Finance, Carbon Market

25/11/2024

Following two weeks of intensive negotiations, the COP29 climate conference in Baku, Azerbaijan ended with an agreement to triple climate change-related finance flows to developing nations to \$300 billion annually over the next decade, and with significant progress towards the development of international carbon markets.

Despite the steps taken at the conference, however, the climate finance goal was criticized sharply as being insufficient by developing nations, with India's representative saying "we are extremely, extremely disappointed" with the agreement. One of the key outcomes of the conference was an agreement on the creation of a New Collective Quantified Goal on Climate Finance (NCQG), aimed at aligning global financial flows with the objectives of the Paris Agreement, with nations agreeing that climate financing for developing nations should reach at least \$1.3 trillion per year by 2035. The text was unclear on the sources of this financing, however, stating that it would include "the scaling up of financing to developing country Parties for climate action from all public and private sources."

African ESG summit: des opportunités de financement pour une économie durable

P.03

Tunisie : Finie la fraude dans le secteur des assurances

P.04

4ème forum libyen de l'assurance

P.05

Assurances Maroc: croissance soutenue du secteur en 2024

P.05

49ème assemblée générale de la FANAF

P.06

Nigeria: Insurance regulator and data security agency cooperate to reinforce data protection

P.07

Reinsurers to remain a 'pillar' in development of effective cyber market: S&P

P.10

While leaving the details behind the \$1.3 trillion target unfinished, the agreement included the launch of an initiative to develop plans to develop the new ambition over the next year, dubbed the "Baku to Belém Roadmap to 1.3T," in reference to next year's COP30 session in Belém Brazil.

P.09

SOMMAIRE

African ESG summit: des opportunités de financement pour une économie durable	03	Geographical diversification stands	08
Tunisie : Finie la fraude dans le secteur des assurances	03	Arabia Insurance in good stead amidst Lebanon's challenges	
Finance islamique : vers une intégration accrue dans le système financier	04	Egypt's FRA facilitates sale of 350 carbon emission reduction certificates	08
4ème forum libyen de l'assurance	05	Abu Dhabi Re expands product suite with commercial general liability	09
Assurances Maroc: croissance soutenue du secteur en 2024.	05	COP29 Ends with Agreements on Climate Finance, Carbon Markets	09
Conclave entre professionnels de l'assurance à Sétif : Le courtage, une profession qui gagne du terrain	06	Reinsurers to remain a 'pillar' in development of effective cyber market: S&P	10
49ème assemblée générale de la FANAF	06	Global reinsurance thrives despite catastrophe losses – AM Best	11
Nigeria: Insurance regulator and data security agency cooperate to reinforce data protection	07		
Kenya : les banques contrôlent %10 du marché de l'assurance	07		

Managers

African ESG summit: des opportunités de financement pour une économie durable

26/11/2024

Lors de l'African ESG Summit, des figures influentes de l'entrepreneuriat et de la finance durable ont échangé leurs visions et expériences autour des opportunités de financement vert et d'investissement à impact.

Le panel a mis en avant des approches concrètes pour promouvoir des projets à la croisée de l'innovation, de l'économie verte et de l'entrepreneuriat féminin.

Douja Gharbi, CEO de RedStar Tunisie, a souligné le rôle clé de l'accompagnement opérationnel pour transformer des idées innovantes en projets concrets dans l'économie circulaire.

Depuis 2019, son organisation se concentre sur l'entrepreneuriat féminin et l'intégration de pratiques durables, aidant ainsi les porteurs de projets à surmonter des obstacles tels que l'accès au financement ou aux marchés.

Avec une passion affirmée pour la responsabilité sociale des entreprises (RSE), Gharbi a partagé un exemple frappant : un appel à projets lancé pour des femmes entrepreneures dans le sud de la Tunisie et Kairouan a recueilli pas moins de 780 propositions.

Une telle organisation joue un rôle central dans la structuration d'un écosystème entrepreneurial inclusif et vert. En offrant un soutien concret et adapté, RedStar ne se contente pas de donner vie à des projets, elle crée des opportunités tangibles pour des femmes souvent marginalisées. Cette démarche contribue à dynamiser l'économie locale tout en plaçant la durabilité au cœur du développement régional. D'autres intervenantes ont enrichi la discussion avec des perspectives variées. Yasmine Choukri, "Chief executive Officer ESG CBAP" en Égypte, a insisté sur le rôle de l'innovation technologique dans l'accélération de la transition verte.

Malène Gueye, représentante d'Energie 3C au Sénégal, et Sihem Larif Oueslati, directrice d'OST Green en Tunisie, ont également apporté des éclairages sur les défis spécifiques liés à leurs contextes respectifs, notamment en matière de financement. Pour les intervenantes, l'enjeu principal est de "greenifier" l'économie. Cela consiste à intégrer des pratiques durables dans les processus économiques pour minimiser l'impact environnemental et maximiser les bénéfices à long terme.

Il s'agit d'adopter des modèles circulaires, favoriser les énergies renouvelables, réduire les déchets et promouvoir des solutions respectueuses de l'environnement.

Cette transition, essentielle pour le développement durable, permet non seulement de préserver les ressources naturelles mais aussi de créer de nouvelles opportunités économiques et sociales, en plaçant la résilience écologique au cœur de la croissance.

Bien que les défis restent nombreux, l'Afrique regorge d'opportunités et d'initiatives prometteuses pour bâtir une économie durable, portée par des leaders visionnaires et engagés.

Le panel réaffirme l'importance d'unir les efforts pour transformer les ambitions écologiques en réalités entrepreneuriales, avec un accent particulier sur l'impact social et environnemental.



Tunisie : Finie la fraude dans le secteur des assurances

27/11/2024

La ministre des Finances, Sihem Boughdiri Nemsia, a annoncé, mardi, la création de l'Agence tunisienne de lutte contre la fraude dans le secteur des assurances.

Cette agence permettra de détecter et de combattre les pratiques frauduleuses dans ce domaine, tout en mettant en place un système d'information visant à interconnecter les données entre les différents intervenants dans les processus d'indemnisation.

La ministre a précisé que cette agence a été créée par la Fédération générale des compagnies d'assurance avec le soutien de l'Autorité générale des assurances.

La fraude dans le secteur des assurances en Tunisie est un problème préoccupant qui affecte l'ensemble du système, augmentant les coûts pour les compagnies d'assurance et, par extension, pour les assurés. Elle peut prendre différentes formes et impliquer divers acteurs, des particuliers ou des professionnels.

Ces pratiques malveillantes incluent des sinistres fictifs (accidents, vols, incendies) pour percevoir des indemnisations. Les assurés augmentent intentionnellement la valeur des dommages subis pour obtenir une indemnisation supérieure.

De même, on note que des accidents sont organisés ou simulés pour obtenir des remboursements de réparations ou d'indemnisations.

Finance islamique : vers une intégration accrue dans le système financier

25/11/2024

La finance islamique, qui repose sur des principes éthiques et religieux, a fait son apparition en Tunisie dans les années 1980. Depuis, elle a connu des évolutions significatives, bien que son développement soit entravé par un cadre législatif encore insuffisant. Ce secteur, qui s'inscrit dans une dynamique de modernisation du système financier tunisien, attire de plus en plus l'attention des acteurs économiques et des investisseurs.

Un cadre législatif en évolution

L'absence d'un cadre réglementaire spécifique a longtemps freiné la croissance de la finance islamique en Tunisie. Bien que la Banque Zitouna ait été la première banque islamique à opérer dans le pays dès 2010, le marché n'a pas dépassé 1% des dépôts bancaires jusqu'à récemment. Cependant, la révolution de 2011 a ouvert la voie à des réformes économiques et financières, permettant d'envisager une meilleure intégration de ces pratiques. Les récentes lois ont permis à toutes les banques d'offrir des produits islamiques, mais sans garantir leur spécificité.

Essor des produits islamiques

La finance islamique repose sur plusieurs instruments financiers spécifiques qui respectent les principes éthiques et religieux de l'Islam. Parmi les principaux instruments, on trouve la « Mourabaha », un contrat de vente où la banque achète un actif pour le revendre avec une marge bénéficiaire, et l'« Ijara », qui fonctionne comme un crédit-bail permettant à la banque de louer un bien à un client.

D'autres mécanismes incluent la vente « Al Salam », une vente à terme, et l'« Istisna », qui finance la production de biens livrés ultérieurement. Les instruments participatifs tels que la « Mudharaba » et la « Musharaka » permettent de partager les bénéfices et les pertes entre investisseurs, tandis que les « Sukuk » représentent des titres adossés à des actifs réels, offrant une alternative aux obligations classiques.

En outre, le système d'assurance islamique, connu sous le nom de « Takaful », repose sur des principes de solidarité et de coopération entre participants pour couvrir les pertes. Ces instruments illustrent comment la finance islamique propose des solutions alternatives aux pratiques financières conventionnelles, en intégrant des valeurs éthiques tout en répondant

aux besoins variés des consommateurs et des entreprises. En favorisant des transactions basées sur des actifs réels et en évitant l'intérêt, la finance islamique s'inscrit dans une approche plus durable et responsable du financement.

Défis

La finance islamique en Tunisie fait face à plusieurs défis qui freinent son développement et son intégration dans le système financier national. Ces défis sont d'ordre économique, réglementaire, culturel et éducatif, et nécessitent une attention particulière pour permettre à ce secteur de réaliser son potentiel.

L'un des principaux défis réside dans l'insuffisance du cadre législatif. Bien que des avancées aient été réalisées, notamment avec l'adoption de la loi bancaire n° 2016-48, son application reste incomplète.

De nombreux articles de cette loi demeurent non opérationnels faute de notes d'application, ce qui limite la capacité des institutions financières à offrir des produits conformes aux principes de la finance islamique. En outre, l'absence d'une instance nationale dédiée à la conformité charaïque entrave la gouvernance et la transparence des opérations financières islamiques, rendant difficile la confiance des consommateurs dans ces produits.

Un autre défi majeur est la réticence culturelle et politique envers la finance islamique. Les perceptions négatives au sein de la population, souvent alimentées par un manque d'information et de compréhension des principes de la finance islamique, constituent un frein significatif. Cette méfiance est exacerbée par le manque d'éducation financière sur les avantages de la finance islamique, qui pourrait attirer une clientèle plus large.

Vers une finance éthique et inclusive

Les perspectives pour la finance islamique en Tunisie semblent prometteuses. Les pouvoirs publics reconnaissent son rôle dans le financement de l'économie nationale et envisagent d'intégrer davantage ces pratiques dans les programmes de développement.

L'éducation joue également un rôle clé, avec l'introduction de formations spécialisées comme le master en finance islamique proposé par l'École Supérieure des Sciences Économiques et commerciales de Tunis (ESSEC Tunis). Ces initiatives visent à former une nouvelle génération de professionnels capables de naviguer entre les exigences du marché financier moderne et les principes éthiques de la finance islamique.

MAGHREB



4ème forum libyen de l'assurance

26/11/2024

Le 4ème forum libyen de l'assurance se tiendra les 11 et 12 décembre 2024 à l'hôtel Radisson Blu Al Mahary, Tripoli.

Organisé par la fédération libyenne des assurances, l'évènement a pour thème : « de la santé aux dommages : une assurance complète pour un avenir durable ».

Les professionnels du secteur débattront de plusieurs sujets clés notamment l'assurance des petites et moyennes entreprises (PME).

Informations supplémentaires et inscription : <https://skills.ly/LIF/>

HESPRESS

Assurances Maroc: croissance soutenue du secteur en 2024.

26/11/2024

Le secteur des assurances au Maroc poursuit sa trajectoire ascendante, avec une progression notable des primes cumulées à fin septembre 2024. Ce dynamisme s'appuie sur la performance équilibrée des branches Vie et Non-Vie, ainsi que sur des segments clés comme l'épargne, l'automobile et les accidents corporels.

À fin septembre 2024, le secteur des assurances marocain a enregistré un total de 45 milliards de dirhams de primes (hors réassureurs exclusifs), en progression de 4,8 % par rapport à la même période de l'année précédente. Ce dynamisme repose sur une performance équilibrée entre les branches Vie et Non-Vie, qui traduisent l'adaptabilité et la capacité du marché à répondre aux attentes des assurés. Les données récentes confirment également un potentiel de croissance pour le dernier trimestre, laissant entrevoir un nouveau record historique pour l'année en cours.

Une croissance tirée par des segments clés

La branche Vie, avec 19,6 milliards de dirhams de primes émises, affiche une hausse de 4,1 % sur un an. L'épargne, principal levier de cette branche, présente des résultats contrastés : les produits en dirhams, représentant la majorité des primes avec 16,2 milliards de dirhams, progressent de 3,3 %. Par ailleurs, l'épargne en unités de compte connaît une hausse notable de 17,7 %, atteignant 861,5 millions de dirhams, confirmant un intérêt croissant pour des solutions diversifiées. Les assurances décès enregistrent également une augmentation de 4,8 %, pour un total de 2,6 milliards de dirhams.

Du côté de la branche Non-Vie, les primes atteignent 25,4 milliards de dirhams, en hausse de 5,3 %. L'assurance automobile domine avec 11,8 milliards de dirhams (+5,7 %), principalement grâce à la responsabilité civile obligatoire. Les accidents corporels progressent également (+5,5 %), totalisant 4,3 milliards de dirhams, alors que le segment incendie affiche une croissance de 7,5 % pour 2,1 milliards de dirhams. La garantie contre les événements catastrophiques contribue avec 486,9 millions de dirhams, soit une hausse de 9,2 %.

Des placements stratégiques en appui à la croissance

En parallèle, l'encours total des placements du secteur s'élève à 217,4 milliards de dirhams à fin septembre 2024, en progression de 2,3 % en glissement trimestriel. Les assureurs concentrent leurs investissements sur les actifs de taux, qui totalisent 105,6 milliards de dirhams, et sur les actifs d'actions, à hauteur de 92,6 milliards de dirhams. Ces choix reflètent une stratégie prudente et adaptée aux besoins de liquidité et de rendement du secteur.

Un secteur stratégique pour l'économie marocaine
Le secteur des assurances au Maroc continue de se positionner comme un pilier important de l'économie nationale. La diversification des produits, l'augmentation des primes et la gestion efficace des placements renforcent la solidité des acteurs du marché face aux défis émergents. Alors que les besoins des assurés évoluent, les compagnies d'assurances marocaines démontrent leur capacité à s'adapter et à maintenir une croissance régulière.



Conclave entre professionnels de l'assurance à Sétif : Le courtage, une profession qui gagne du terrain

20/11/2024

Un workshop dédié au courtage en assurance s'est tenu avant-hier, mardi 19 novembre, à l'hôtel Park Mall de Sétif, sous l'égide de CapAssurance.

À cette occasion, le directeur général de cette dernière, Dr Lahouari Seghier, a présenté deux communications devant un parterre de professionnels comprenant des directeurs d'agences et des succursales des sociétés d'assurance, des responsables de grandes entreprises ainsi que des directeurs d'entreprises publiques et privées de plusieurs wilayas de l'est du pays. Le conférencier a mis l'accent sur l'importance du courtage dans la gestion des risques et la mise en place de solutions personnalisées en assurance. Ces solutions englobent la protection des actifs, tant matériels qu'immatériels – notamment le capital humain –, la préservation du passif et la garantie d'une continuité d'exploitation après sinistres. « L'apport des courtiers est nécessaire pour créer une synergie dans le marché. D'ailleurs, c'est l'objet de cette rencontre, qui regroupe compagnies d'assurance et clients, illustrant parfaitement ce processus d'intermédiation. Les assurances proposent leurs produits, et les courtiers accompagnent les acheteurs », dira d'emblée notre interlocuteur. Celui-ci a précisé que le rôle du courtier consiste à guider le client dans ses choix, de la sélection du produit le plus adapté au processus d'achat, entièrement digitalisé chez CapAssurance pour garantir une transparence totale. Sur un autre volet, le spécialiste, qui comptabilise 35 ans d'expérience dans le domaine, explique : « Actuellement, les entreprises externalisent de nombreuses activités. Elles ont des juristes mais font appel à des avocats, même en première et deuxième instance. Elles ont des financiers mais font appel à d'autres externes dont des experts-comptables.

Cependant, en matière d'assurances, elles ne possèdent pas les compétences nécessaires, d'où l'apport nécessaire du courtier, essentiel pour l'achat de garanties et la gestion en amont des risques ». En réponse à une question de L'Est Républicain, Dr Seghier Lahouari a tenu à préciser : « Le nombre de courtiers est actuellement insuffisant. L'Algérie en compte 57 seulement. Cependant, on enregistre un nombre important de demandes. Il s'agit de jeunes diplômés ayant de l'expérience

et des connaissances théoriques, ce qui laisse présager un bel avenir pour la profession. C'est une norme mondiale en assurance et réassurance ». Il a aussi souligné que « le courtage, qui commence à prendre forme en Algérie, réalise un chiffre d'affaires estimé à quelque 15 milliards de dinars ». Sur les 24 acteurs, à savoir les 24 compagnies d'assurance, les courtiers sont en quatrième position, d'où l'importance de l'activité », dira-t-il. Implantée dans cinq grandes wilayas, CapAssurance a adopté un système de pôle couvrant l'ensemble du territoire national.

Afrique



49ème assemblée générale de la FANAF

19/11/2024

La 49ème assemblée générale de la Fédération des Sociétés d'Assurances de Droit National Africaines (FANAF) se tiendra du 22 au 26 février 2025 à Marrakech, Maroc.

Organisé par la FANAF, en partenariat avec la Fédération Marocaine de l'Assurance (FMA), l'évènement a pour thème : « quels leviers pour un développement inclusif et durable de l'assurance en Afrique ? ».

Les inscriptions seront ouvertes le 28 novembre 2024.



Nigeria: Insurance regulator and data security agency cooperate to reinforce data protection

25/11/2024

The National Insurance Commission (NAICOM) and the Nigerian Data Protection Commission have signed a Memorandum of Understanding (MoU) aimed at strengthening data protection in the insurance sector.

The MoU was signed in Abuja on 22 November between the two government agencies to address critical concerns around data privacy and ensure that the insurance sector complies with global best practices in data management.

Committee

In a statement, NAICOM said that to ensure the effective implementation of the MoU, an implementation committee will be established. The committee will comprise representatives from the two agencies, as well as other key industry associations, including the Nigerian Insurers Association and the Nigerian Council of Registered Insurance Brokers.

The committee's primary responsibility will be to monitor progress, provide guidance, and facilitate collaboration among stakeholders to guarantee the successful execution of the MoU.

Some other objectives of the MoU include:

- Provide training to enhance awareness and skills in data protection
- Establish specialised clinics to address data protection concerns and provide guidance
- Monitor and enforce compliance with data protection regulations

- Promote awareness of the importance of data protection and the benefits of adhering to best practices.
- Develop data protection guidelines to help insurers to handle data protection responsibilities effectively.

Kenya : les banques contrôlent %10 du marché de l'assurance

25/11/2024

La croissance soutenue de la bancassurance a un impact sur les petites compagnies d'assurance. Celles-ci n'ont pas le potentiel financier nécessaire pour résister aux assauts des groupes bancaires.

Les banques kényanes contrôlent 10% du marché local de l'assurance grâce notamment à leurs importantes bases de données clients, selon une étude publiée le jeudi 14 novembre par l'Association des assureurs du Kenya (AKI) et le cabinet d'étude de marché Research 8020. Les primes brutes émises dans le cadre de l'activité de la bancassurance ont atteint 34,9 milliards de shillings (270 millions de dollars) en 2023 contre 30,8 milliards de shillings en 2022, a-t-on précisé de même source. Cette croissance a été notamment tirée par les branches automobile, l'assurance sur les prêts et les hypothèques, l'assurance santé ainsi que les solutions d'assurance contre les incendies et le vol.

La plupart des banques kényanes proposent des produits d'assurance depuis 2004, année durant laquelle la Banque centrale a autorisé l'activité de la bancassurance avec l'octroi d'une première licence à la Commercial Bank of Africa (CBA), qui a été rebaptisée NCBA Group suite à sa fusion avec le groupe NIC Group en 2019.

Les établissements de crédit n'ont pas cessé de grignoter des parts de marché aux compagnies d'assurance, grâce notamment à leurs grandes bases de données clients. L'étude prévoit d'ailleurs que la bancassurance pourrait devenir le plus grand canal de distribution des produits d'assurance dans le pays, au cours des cinq à dix prochaines années, ce qui pourrait mettre en difficulté les petites compagnies d'assurance autonomes, dont les capacités financières sont limitées. Au Kenya, les acteurs de l'assurance générale doivent disposer d'un capital minimum de 600 millions de shillings, tandis que ceux qui opèrent dans la branche vie sont appelés à disposer d'un capital de 400 millions de shillings au moins. Plusieurs compagnies d'assurance n'ont pas encore atteint ce seuil fixé par les autorités de régulation du secteur. « Les petites compagnies d'assurance devraient désormais fusionner pour atteindre les exigences en capital et devenir financièrement stables.

Monde Arabe



Geographical diversification stands Arabia Insurance in good stead amidst Lebanon's challenges

26/11/2024

The geographically diversified operations of Arabia Insurance Company (AIC) across the Middle East partially shields the group from the very high political, economic and financial system risks in Lebanon, said AM Best.

The global credit rating agency said in a report that it expects AIC's rating fundamentals to remain resilient amid the challenging operating conditions in Lebanon. However, capital fungibility is constrained by the increasing regulatory capital requirements in AIC's operating jurisdictions.

According to information on AIC's website, the group has offices in Bahrain, Jordan, Kuwait, Oman, Saudi Arabia, Qatar and the UAE, apart from Lebanon.

Ratings affirmed

AM Best has affirmed AIC's Financial Strength Rating of 'B+' (Good) and the Long-Term Issuer Credit Rating of 'bbb-' (Good). The outlook of these credit ratings is 'Stable'.

The ratings reflect AIC's balance sheet strength, which AM Best assesses as strong, as well as its adequate operating performance, neutral business profile and appropriate enterprise risk management (ERM).

Balance sheet strength

AIC's balance sheet strength is underpinned by its consolidated risk-adjusted capitalisation, which was at the strongest level at year-end 2023, as measured by Best's Capital Adequacy Ratio (BCAR). The company's capital consumption is largely driven by investment risk, reflecting the group's exposure to equity and real estate investments, with certain holdings attracting additional concentration charges in the BCAR model.

Operating performance

AIC has a track record of adequate operating performance, with positive results generated in four of the past five years (2019-2023). The group generated a good return-on-equity ratio of 5.4% in

2023, benefitting from improved investment income in light of the favourable interest rate environment.

Nonetheless, overall earnings have been volatile, having been negatively impacted by the challenging operating conditions prevailing in AIC's domestic market, particularly in 2020 when AIC reported an ROE of -6.4%. AM Best expects prospective performance to be supported by actions taken by management to rationalise the underwriting portfolio, though AIC's exposure to weather-related events in the first half of 2024 is expected to weigh on its profitability.

Business profile

AIC's market profile benefits from a long-standing reputation and diversification of operations across the Middle East. However, the group's modest footprint across most of its core markets limits its competitive position.

AM Best considers political and regulatory risks to be among AIC's greatest challenges. The appropriate ERM assessment takes into consideration AM Best's expectation that AIC will continue to proactively develop its risk management framework and capabilities to adapt to the evolving nature of its operating markets in a controlled way.

AIC was established in 1944 and incorporated in Lebanon in 1948.



Egypt's FRA facilitates sale of 350 carbon emission reduction certificates

18/11/2024

The Egyptian Financial Regulatory Authority (FRA) has facilitated the sale of 350 carbon emission reduction certificates from the Minya complex project, a carbon reduction initiative under the Egyptian Biodynamic Association (EBDA), according to a statement.

Registered in the FRA's carbon emissions reduction database, these certificates were sold to the Insurance Federation of Egypt.

The transaction, conducted under the pre-arranged deals mechanism, was conducted by Beltone Securities Brokerage, a licensed company authorized to trade voluntary carbon reduction certificates by the FRA.

The deal is part of a two-phase process, which will be fully completed in the coming days, with the first

phase covering the 350 certificates.

This transaction marks the Insurance Federation of Egypt's contribution to reducing carbon emissions from flights used to transport delegates for the Sharm El Sheikh Insurance Conference, with the aim of making future conferences «net zero».

BUSINESS INSURANCE

Abu Dhabi Re expands product suite with commercial general liability

27/11/2024

Abu Dhabi Reinsurance Company (ADRe), a reinsurance service provider in the Abu Dhabi Global Markets platform, has announced the expansion of its product suite to include Commercial General Liability.

From what Reinsurance News understands, the addition of Commercial General Liability builds on ADRe's existing lines of business, providing limits of up to US \$10 million and backed by Lloyd's A+ security. For those who are unaware, ADRe provides reinsurance solutions to the GCC, Africa and Asia, primarily focusing on Energy, Property, and Marine lines of business.

Meanwhile, in September 2023, the organisation was granted Lloyd's coverholder approval.

During this period, the company was granted a Financial Services Permission (FSP) as an insurance intermediary. As a result, ADRe became the first Managing General Agent (MGA) at Abu Dhabi Global Market (ADGM), the international financial centre of Abu Dhabi.

Commenting at the time, Andrew Sturdy, CEO, said: "Abu Dhabi Re is extremely proud to launch the first Reinsurance MGA on the ADGM platform. Entry could not be better timed for our skilled underwriting team led by CUO Tejal Bartlett in the best market climate for decades." Adding: "The Lloyd's Brand is the most powerful and trusted in the World. Lloyd's Latin motto 'Fidentia' and 'Uberrima Fides' means Confidence and Utmost Good Faith, for which it has been renowned for over 300 years. Abu Dhabi Re is extremely proud to have become a Cover Holder at Lloyd's." Arvind Ramamurthy, Chief of Markets at ADGM, added: "ADGM is pleased to welcome Abu Dhabi Reinsurance Company to its growing community. As an international financial centre, ADGM endorses the development of a growing insurance market in the UAE and the wider region.

Internationale



COP29 Ends with Agreements on Climate Finance, Carbon Markets

20/11/2024

Following two weeks of intensive negotiations, the COP29 climate conference in Baku, Azerbaijan ended with an agreement to triple climate change-related finance flows to developing nations to \$300 billion annually over the next decade, and with significant progress towards the development of international carbon markets.

Despite the steps taken at the conference, however, the climate finance goal was criticized sharply as being insufficient by developing nations, with India's representative saying "we are extremely, extremely disappointed" with the agreement.

One of the key outcomes of the conference was an agreement on the creation of a New Collective Quantified Goal on Climate Finance (NCQG), aimed at aligning global financial flows with the objectives of the Paris Agreement, with nations agreeing that climate financing for developing nations should reach at least \$1.3 trillion per year by 2035. The text was unclear on the sources of this financing, however, stating that it would include "the scaling up of financing to developing country Parties for climate action from all public and private sources."

While leaving the details behind the \$1.3 trillion target unfinished, the agreement included the launch of an initiative to develop plans to develop the new ambition over the next year, dubbed the "Baku to Belém Roadmap to 1.3T," in reference to next year's COP30 session in Belém Brazil.

As part of the broader target, the agreement also included a goal for developed countries collectively to mobilize at least \$300 billion for developing countries by 2035, from "a wide variety of sources," including "public and private, bilateral and multilateral." This would represent a significant increase in climate finance for developing nations following a \$100 billion by 2020 goal initially set in 2009, and extended to 2025 by the Paris Agreement in 2015. By 2020 annual climate finance mobilization had reached \$83 billion, according to OECD estimates.

While highlighting the new goal as "an insurance policy for humanity, amid worsening climate impacts hitting every country," Simon Stiell, Executive

Secretary of UN Climate Change, acknowledged that “like any insurance policy – it only works – if premiums are paid in full, and on time. Promises must be kept, to protect billions of lives.”

In a statement following the agreement, however, India’s representative Chandni Raina harshly criticized the \$300 billion goal, saying that “the amount that is proposed to be mobilized is abysmally poor, it’s a paltry sum,” adding that it would be insufficient to “enable conducive climate action.”

Another key takeaway from the close of COP29 was a final agreement on Article 6 of the Paris Agreement, aimed at establishing high integrity carbon markets, following an initial breakthrough in the opening days of the conference on establishing standards for a centralized international carbon market. In the closing days of the conference, an agreement was reached on country-to-country carbon market trading, or “Article 6.2,” detailing how countries will authorize carbon credit trading and how registries tracking this trading will operate.

Environmental groups welcomed the agreement on carbon markets, while noting that some problems ensuring integrity in the markets remains.

Rueban Manokara, WWF Carbon Finance and Markets Taskforce, Global Lead, said:

“Nearly ten years on since the Paris Agreement, it is a significant milestone to see the last remaining Article get approval to begin operating. The agreement is a compromise that reflects the challenging negotiations that have been underway since 2015, but ultimately it is positive that there is now further guidance on how Article 6 mechanisms will operate. While the final text is not perfect, it provides a degree of clarity that has long been absent from international efforts to coordinate emissions trading and carbon crediting.”

Carbon markets-focused NGO Carbon Market Watch (CMW), however, was critical of the agreement, saying that it “risks facilitating cowboy carbon markets at a time when the world needs a sheriff,” noting that countries will not face any significant repercussions if they fail to abide by the rules.

Reinsurers to remain a ‘pillar’ in development of effective cyber market: S&P

27/11/2024

As per a new report from S&P Global, the reinsurance market is set to remain extremely important in providing capital and capacity to support further revenue growth in the cyber insurance market.

“In our view, reinsurers will remain an important pillar in the development of a sustainable and effective cyber insurance market,” the rating agency explained.

According to S&P’s report, cyber insurers use a significant amount of reinsurance, with primary insurers, on average, ceding around 56% of cyber insurance premiums to reinsurers in 2023.

Meanwhile, despite cyber reinsurers’ average net combined ratio underperforming the primary insurance segment over the past three years, strict underwriting and significant rate adjustments in 2023 enabled reinsurers to achieve underwriting profitability in their cyber portfolios.

The net combined ratio improved to 89% in 2023, compared to 99% in 2022 and 104% in 2021, a trend that S&P anticipates to continue in 2024, leading to currently sustainable margins for cyber reinsurers.

Elsewhere in the report, S&P observed that a combination of improved profitability and cyber underwriters that are better equipped to manage and absorb attritional losses has seen reinsurers move toward excess-of-loss treaties that focus on high-severity events.

According to the rating agency, this could be an early sign of a maturing cyber reinsurance market.

S&P concluded, “Overall, we forecast rising demand for event-based structures, like event excess-of-loss reinsurance, and aggregate stop-loss agreements, especially from larger insurance groups.

“Currently, most of the capacity for cyber reinsurance comes from large and specialty carriers. However, in the coming years, we anticipate this concentration will decrease as more reinsurers enter the market and as existing players gradually raise their insurance limits to expand their cyber product offerings.

“This shift should enhance diversification in both treaty and facultative markets, while also fostering advancements in quantitative modeling, scenario analysis, and data quality.”

ReInsurance BUSINESS

Global reinsurance thrives despite catastrophe losses – AM Best

21/11/2024

Improved underwriting and rising rates help reinsurers weather hurricanes and economic shifts

The global reinsurance market continues to show resilience, with AM Best maintaining a positive outlook for the segment, citing stable technical margins, diversification in life reinsurance, and improved investment income as key drivers.

Reinsurers have seen steady improvement in underwriting margins since 2021, bolstered by higher rates and stricter terms. Following market dislocations in 2023, the sector experienced one of its strongest years, with combined ratios falling below 90% and returns on equity exceeding 20%.

Improved property reinsurance results, supported by higher attachment points, played a significant role in limiting loss frequency.

In the first half of 2024, large European and US/Bermuda reinsurers reported combined ratios of 82.3% (IFRS 17) and 85.8% (GAAP), respectively. Although losses from Hurricanes Helene and Milton in the second half are expected to moderately affect third- and fourth-quarter results, full-year earnings for 2024 are projected to remain profitable.

Hurricanes Helene and Milton, part of an active US hurricane season, caused significant flooding and storm surge damage, much of which was outside the scope of commercial insurance coverage.

While reinsurers will absorb some losses, these events are generally within pricing assumptions and are unlikely to drive further market hardening. Property reinsurance rates are expected to remain stable through 2025.

Casualty challenges

While property reinsurance has driven much of the positive outlook, concerns about social inflation in US casualty lines present a challenge. Several reinsurers reported adverse casualty reserve development at the end of 2023, primarily linked to accident years 2019 and prior.

Although accident year 2020 showed some improvement, ongoing development in casualty lines, including for years as recent as 2020 and 2021, suggests sustained pressure on margins.

Casualty lines were a focal point during Monte Carlo renewals in 2024. Many reinsurers have indicated

reduced appetite for certain general liability and auto lines. As a result, further market hardening in casualty reinsurance may occur, with reinsurers becoming increasingly selective and potentially limiting capacity for primary insurers in the January renewal cycle.

Life reinsurance, interest rates

The life and health reinsurance sector has remained stable, offering diversification benefits to large global reinsurers. While claims related to elevated mortality impacts have leveled off, the industry continues to assess underwriting practices and explore premium rate adjustments.

Reinsurers are also examining technological advancements, such as artificial intelligence and digitization, to enhance operational efficiency and better anticipate future trends.

The positive outlook for global reinsurance is partly attributable to sustained higher interest rates. Reinsurers have benefitted from improved investment income streams, as new money has been allocated to higher-yield fixed-income instruments.

Although interest rates have slightly declined, they remain higher than those tied to maturing bonds in reinsurers' portfolios, supporting stable returns.

Geopolitical tensions, recent US elections, and broader economic uncertainties could influence future rate trends, but reinsurers are expected to continue earning higher levels of investment income over the next three to five years.

The global reinsurance market is poised for a stable 2025, particularly in property lines, while reinsurers adjust strategies in casualty business amid social inflation concerns. Life reinsurance and investment income are expected to provide continued support for the sector's overall performance.